
**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

2 mai 2007
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2007

**Application de l'article VI et de l'alinéa c)
du paragraphe 4 de la Décision de 1995 concernant
les « Principes et objectifs de la non-prolifération
et du désarmement nucléaires »**

Rapport soumis par la République de Corée

Introduction

1. Ainsi qu'elle l'a indiqué dans son document final, à la section consacrée à l'article VI et du huitième au douzième alinéas du préambule (point 12 du par. 15), la Conférence des États Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 a décidé de faciliter l'établissement par tous les États parties, dans le cadre du processus d'examen renforcé du Traité de non-prolifération des armes nucléaires et compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 8 juillet 1996, de rapports réguliers sur la mise en œuvre de l'article VI et de l'alinéa c) du paragraphe 4 des Principes et objectifs de 1995 concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaires. C'est à ce titre que la République de Corée soumet le présent rapport à la première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité en 2010.

2. La République de Corée est fermement convaincue que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) demeure la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération, ainsi que le fondement essentiel de la mise en œuvre du désarmement nucléaire. Celui-ci fait partie intégrante du contrat conclu dans le Traité sur la base de ses trois piliers. Les obligations de désarmement qui incombent aux États dotés d'armes nucléaires en vertu de l'article VI du TNP ont une importance fondamentale pour la pleine application de cet instrument. Devant les défis sans précédent que posent les cas de non-respect du Traité et de ses régimes de garanties, la découverte d'un réseau de marché noir de matières nucléaires dirigé par A. Q. Khan, et le lien potentiel entre terroristes et armes de destruction massive, il est impératif que la communauté internationale préserve et renforce les trois piliers du TNP.



3. En tant qu'État non doté d'armes nucléaires, la République de Corée continue de faire honneur à l'engagement qu'elle a pris, au titre du Traité, de ne pas accepter le transfert d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires et de ne pas fabriquer ou acquérir de telles armes ou de tels dispositifs.

4. Le Document final de la Conférence des États Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 a marqué une étape importante du processus de désarmement nucléaire. Les directives qui y sont énoncées, en particulier les 13 mesures concrètes à prendre, constituent non seulement l'aune à laquelle il convient de mesurer les progrès accomplis, mais également un plan de campagne pour la réalisation de l'objectif ultime du désarmement nucléaire.

5. Depuis l'adoption du Document final en 2000, les espoirs se sont accrus de voir progresser l'application des mesures de désarmement et de transparence, en particulier de la part des États qui possèdent l'arme nucléaire. Les cinq États dotés d'armes nucléaires devraient concrétiser leur engagement sans réserve en faveur du désarmement par des mesures systématiques et progressives. La République de Corée se félicite des importants résultats obtenus à ce jour dans la réduction des arsenaux nucléaires et des engagements pris dans le Traité de Moscou pour aller encore plus loin.

6. Quoi qu'il en soit, la République de Corée espère que les États dotés d'armes nucléaires opéreront des réductions encore plus importantes et prendront de nouveaux engagements. Elle est consciente du décalage perçu entre les mesures prises par ces États et les attentes de ceux qui ne sont pas dotés d'armes nucléaires. L'élimination de ce décalage conférerait certainement aux États dotés d'armes nucléaires l'autorité morale et la légitimité politique nécessaires pour renforcer le régime de non-prolifération tout en préservant l'équilibre délicat entre les trois piliers du Traité.

7. Il est décevant que la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2005 n'ait pas été en mesure de produire un document de fond. On ne peut également que regretter que le Sommet mondial de 2005 n'ait pu se mettre d'accord sur un chapitre relatif au désarmement et à la non-prolifération dans son document final. La République de Corée exprime le ferme espoir que la première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité en 2010, qui se tiendra à Vienne du 30 avril au 11 mai 2007, sera fructueuse.

Application des 13 mesures concrètes à prendre dans le cadre des efforts systématiques et progressifs déployés pour appliquer l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que le paragraphe 3 et l'alinéa c) du paragraphe 4 de la Décision de 1995 concernant les « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires », énoncées dans le Document final que la Conférence chargée d'examiner le TNP en 2000 a adopté par consensus

Mesure 1 : Faire ressortir l'importance du processus de signature et de ratification dès que possible, sans condition et conformément aux procédures constitutionnelles afin de permettre l'entrée en vigueur, dans les meilleurs délais, du Traité d'interdiction totale des essais nucléaires

8. La République de Corée considère qu'il est très important que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) entre rapidement en vigueur. Ayant pour sa part ratifié cet instrument le 24 septembre 1999, elle demande à tous les États qui ne l'ont pas encore signé et ratifié, en particulier les 10 derniers États de l'annexe 2 dont la ratification est requise pour son entrée en vigueur, de le faire sans plus tarder.

9. La République de Corée appuie les conférences organisées tous les deux ans pour faciliter l'entrée en vigueur du TICE et les déclarations finales adoptées à chacune d'entre elles. Les préparatifs sont en cours pour la tenue de la cinquième conférence à Vienne en septembre 2007. Ces conférences sont organisées, en application de l'article XIV, pour examiner les moyens de promouvoir l'entrée en vigueur du Traité à une date aussi rapprochée que possible. La République de Corée appuie également la réunion ministérielle tenue dans l'intervalle entre ces conférences. Son Ministre des affaires étrangères a assisté à ces réunions et signé la Déclaration ministérielle commune, contribuant ainsi à renforcer le mouvement en faveur de l'entrée en vigueur du Traité dans les meilleurs délais.

10. Dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité, la République de Corée a été l'hôte d'un atelier régional sur la coopération régionale au sein de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, organisé à l'intention des États de l'Asie du Sud-Est, du Pacifique et de l'Extrême-Orient, à Séoul en octobre 2005, en coopération avec le secrétariat technique provisoire de l'Organisation.

Mesure 2 : Promouvoir l'imposition d'un moratoire sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires ou toute autre explosion nucléaire en attendant l'entrée en vigueur de ce traité

11. La République de Corée considère que tous les pays, notamment les États dotés d'armes nucléaires, devraient maintenir un moratoire sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires ou toute autre explosion nucléaire, à la suite en particulier de l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 octobre 2006.

12. La République de Corée estime qu'un moratoire facultatif ne saurait remplacer les engagements juridiquement contraignants qui découlent de la signature et de la ratification du TICE. Elle a donc continué à engager les États qui ne l'avaient pas encore fait à signer et ratifier le Traité dans les meilleurs délais.

13. La République de Corée a continué d'appuyer les travaux du secrétariat technique provisoire et ses efforts visant à mettre en place le système de surveillance international pour la vérification de l'exécution du Traité. Elle note qu'à la fin de 2006 plus des deux tiers des 321 stations prévues dans le Traité avaient été construites. La seule station située sur son territoire – qui appartient au réseau primaire de surveillance sismologique – a été agréée par le secrétariat en octobre 2006.

Mesure 3 : Mettre l'accent sur la nécessité de mener des négociations au sein de la Conférence du désarmement sur un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles destinées à la production d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires, conformément à la déclaration du Coordonnateur spécial en 1995 et au mandat y figurant compte tenu des objectifs tant du désarmement nucléaire que de la non-prolifération nucléaire. Il est instamment demandé à la Conférence du désarmement de convenir d'un programme de travail prévoyant l'ouverture immédiate et la conclusion dans les cinq ans de négociations sur un traité de ce type.

14. La République de Corée attache une grande importance à la Conférence du désarmement en tant que seule instance multilatérale compétente pour négocier des accords de désarmement. On ne peut que regretter que la Conférence n'ait pu convenir d'un programme de travail. La mesure qui s'impose logiquement pour continuer à promouvoir le désarmement et la non-prolifération nucléaires doit impérativement être de commencer sans délai à négocier un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

15. La République de Corée estime que le moment est venu de régler, parmi les questions essentielles, celle du traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles, compte tenu du ferme appui exprimé depuis plusieurs années à la Conférence en faveur d'un tel instrument. Cette dernière devrait engager les négociations immédiatement et sans condition préalable, en gardant à l'esprit le mandat défini dans le rapport Shannon de 1995 et sans préjuger des décisions qui seront prises en ce qui concerne la vérification. En attendant la conclusion du traité, tous les États devraient déclarer ou observer un moratoire sur la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes.

Mesure 4 : Souligner la nécessité de créer au sein de la Conférence du désarmement un organe subsidiaire approprié chargé d'étudier la question du désarmement nucléaire. La Conférence du désarmement est instamment priée de convenir d'un programme de travail prévoyant la création immédiate d'un organe de ce type.

16. La République de Corée espère que le déblocage de la situation à la Conférence du désarmement rendra possible la création d'un organe subsidiaire chargé du désarmement nucléaire, comme convenu dans la présente mesure. La nomination d'un coordonnateur des travaux de fond sur le désarmement nucléaire, proposée dans le projet de décision des six présidents de la Conférence, constituerait à cet égard un bon point de départ. La République de Corée a participé activement aux débats intenses et structurés qui ont eu lieu sur toutes les grandes questions du ressort de la Conférence, y compris celles relatives au désarmement nucléaire.

Mesure 5 : Appeler l'attention sur le principe de l'irréversibilité s'appliquant au désarmement nucléaire et aux mesures de contrôle et de réduction des armes nucléaires et autres armes connexes

17. La République de Corée considère l'irréversibilité comme l'un des grands principes régissant les mesures de désarmement nucléaire. Seules des réductions irréversibles des armes nucléaires permettront de garantir le non-redéploiement de ces dernières. La République de Corée partage le point de vue selon lequel le

principe de l'irréversibilité devrait s'appliquer à toutes les mesures de désarmement et de limitation des armements.

Mesure 6 : Amener les États dotés d'armes nucléaires à s'engager résolument à éliminer totalement leurs arsenaux nucléaires et par là même à parvenir au désarmement nucléaire que tous les États parties se sont engagés à réaliser en vertu de l'article VI

18. La République de Corée continue à souligner combien il importe de réaffirmer les engagements visant l'élimination totale des arsenaux nucléaires. Elle considère que les engagements sans équivoque pris par les États dotés d'armes nucléaires en vue d'éliminer totalement leurs arsenaux et de parvenir ainsi au désarmement nucléaire, ainsi que l'article VI en fait l'obligation à tous les États parties, constituent l'un des grands succès de la Conférence d'examen de 2000. Prenant acte des efforts déployés à ce jour par les États dotés d'armes nucléaires, la République de Corée encourage les pays intéressés à poursuivre les activités menées à cette fin.

Mesure 7 : Faciliter l'entrée en vigueur et la pleine mise en œuvre, dès que possible, de START II et la conclusion, dans les meilleurs délais, de START III tout en préservant et renforçant le Traité sur les missiles antimissiles balistiques qui constitue la pierre angulaire de la stabilité stratégique et le fondement de nouvelles réductions des armements stratégiques offensifs, conformément à ses dispositions

19. La République de Corée se félicite de l'entrée en vigueur du Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des réductions des armements stratégiques offensifs (Traité de Moscou) en juin 2003. S'il est vrai que le Traité de Moscou représente une mesure encourageante, elle n'en engage pas moins les États dotés d'armes nucléaires à continuer de réduire leurs stocks.

Mesure 8 : Promouvoir l'adoption et la mise en œuvre de l'Initiative trilatérale entre les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie et l'Agence internationale de l'énergie atomique

20. La République de Corée appuie l'adoption et la mise en œuvre de l'Initiative trilatérale entre les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie et l'Agence internationale de l'énergie atomique. Des dispositions pourraient être prises en vue d'étendre cette mesure à tous les États dotés d'une capacité nucléaire, en tant qu'importante mesure en faveur du contrôle international des stocks excessifs de matières fissiles et de réductions encore plus fortes des arsenaux nucléaires.

Mesure 9 : Inciter tous les États dotés d'armes nucléaires à prendre des mesures menant au désarmement nucléaire de façon à promouvoir la stabilité internationale, et se fondant sur le principe d'une sécurité non diminuée pour tous

21. La responsabilité de l'application de ces mesures incombe au premier chef aux États dotés d'armes nucléaires. La République de Corée estime que la transparence est une importante mesure facultative de renforcement de la confiance, qui devrait en principe s'appliquer à tous les efforts de désarmement et de limitation des armements. Des progrès devraient être accomplis dans la réduction des stocks d'armes nucléaires non stratégiques, dans le cadre du processus global de

désarmement nucléaire. Les États qui possèdent des armes nucléaires devraient diminuer le rôle que ces dernières jouent dans leurs doctrines nucléaires.

Mesure 10 : Promouvoir la prise de dispositions permettant à tous les États dotés d'armes nucléaires de placer dès que possible les matières fissiles dont ils estiment qu'ils n'ont plus besoin à des fins militaires entre les mains de l'AIEA ou d'autres arrangements et mesures de vérification internationaux pertinents afin de les réaffecter à un usage pacifique et s'assurer ainsi que ces matières ne pourront plus jamais servir à des programmes militaires

22. La République de Corée appuie et encourage l'adoption de telles dispositions par les États dotés d'armes nucléaires.

Mesure 11 : Réaffirmer qu'en fin de compte, l'objectif des États lancés dans un processus de désarmement est le désarmement général et complet sous contrôle international efficace

23. La République de Corée prend une part active aux efforts internationaux visant à contrôler ou démanteler les armes de destruction massive et leurs vecteurs. Elle est partie à tous les grands traités et conventions sur le désarmement et la non-prolifération, dont le TNP, le TICE, la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques. Elle considère que le but ultime des activités menées par les États dans le cadre du processus de désarmement est de parvenir à un désarmement général et complet sous contrôle international efficace.

Mesure 12 : Faciliter l'établissement par tous les États parties, dans le cadre du processus d'examen renforcé du Traité de non-prolifération des armes nucléaires et compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 8 juillet 1996, de rapports réguliers sur la mise en œuvre de l'article VI et de l'alinéa c du paragraphe 4 des Principes et objectifs de 1995 concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaires

24. La République de Corée considère que l'établissement par les États de rapports sur l'application des mesures de désarmement nucléaire accroît la transparence et favorise la confiance et, à ce titre, mérite d'être encouragé. Elle invite tant les États dotés d'armes nucléaires que les États non dotés d'armes nucléaires à soumettre périodiquement des rapports au Comité préparatoire et à la Conférence d'examen. Même s'il n'existe pas de consensus sur la teneur et la structure des rapports nationaux, le fait de présenter des renseignements plus détaillés contribuera à inspirer une plus grande confiance dans les politiques nucléaires et les activités de désarmement des États.

Mesure 13 : Promouvoir le développement des capacités de vérification qui seront nécessaires pour s'assurer que les accords de désarmement nucléaire visant à créer un monde exempt d'armes nucléaires sont respectés

25. La République de Corée appuie le rôle essentiel qui revient à l'Agence internationale de l'énergie atomique en tant qu'autorité compétente chargée de la vérification et de la garantie du respect des obligations énoncées dans le TNP. Elle continue à engager les États qui ne l'ont pas encore fait à donner effet aux accords de garantie complets passés avec l'Agence. Pour que cette dernière puisse plus

efficacement vérifier le respect des obligations et déceler les cas de non-respect, il est capital de promouvoir l'application universelle du Protocole additionnel aux accords de garanties conclus avec l'AIEA et faire en sorte que cet instrument devienne la norme de vérification applicable aujourd'hui. La République de Corée est favorable au renforcement des capacités de vérification des accords de désarmement nucléaire.
